REPUBLIQUE FRANCAISE

Département de l'Ariège

Arrondissement de Saint-Girons

Canton de Saint-Girons 09200

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE MOULIS

Séance du vendredi 23 mai 2014 à 20h30,

Date de la convocation:18/05/2014 - de l'affichage: 19/05/2014

Présents: MM. BAREILLE Brigitte, BENDICK Rose Marie, CAZALE Frédéric, DEJEAN Michel, DOUMENC Raymond, DURAN François, ESCASSUT Claudine, FERAL Jeanine, GALEY Aimé, GALEY Jean-Claude, MARIE Didier, NORMAND Peggy, PAILLAS André, TOTARO Elisabeth, VIEL Roger.

Absents excusés: -

Secrétaire de séance: BAREILLE Brigitte

Avant de commencer la séance, M. le Maire demande à l'assemblée de retirer le point N° 13 de l'ordre du jour, car il n'a pas pu obtenir tous les renseignements d'informations nécessaires. Ce point sera ainsi reporté au prochain conseil municipal.

A l'unanimité, le conseil municipal accepte le report du point n°13.

1. Approbation du compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du 4 avril 2014

Le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du 4 avril 2014 vous a été transmis le 18 mai 2014.

Observations formulées:

Pas d'observations.

Monsieur le Maire propose de le soumettre au vote.

Vote

Contre	0
Abstention	0
Pour	15

Signature ensuite du registre par tous les membres présents.

2. Transfert de la compétence « Participation au projet de modernisation et de développement de l'aérodrome d'Antichan » à la Communauté de Communes de l'Agglomération de St-Girons

2014 – 05 - 001 – 9.1

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que la plateforme de l'aérodrome d'Antichan est gérée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ariège. C'est un équipement structurant ayant vocation à soutenir le développement économique et touristique du Couserans.

Face à des difficultés financières récurrentes, la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ariège a sollicité le partenariat des collectivités pour la gestion de la structure. Depuis plusieurs mois des réunions ont régulièrement été organisées avec le Conseil Général de l'Ariège et les collectivités locales concernées par l'équipement afin de déterminer un projet de modernisation et de développement. Des investissements doivent être engagés et une nouvelle gouvernance est envisagée pour piloter la structure. Sollicitée, la Communauté de Communes de l'Agglomération de St-Girons a donné un accord de principe.

Monsieur le Maire, indique que les communes membres doivent à présent délibérer pour qu'une modification statutaire soit effectuée et demande au conseil municipal de se prononcer sur le transfert de cette compétence à la Communauté de Communes de l'Agglomération de St-Girons.

Vote

Contre	0
Abstention	0
Pour	15

Le Conseil Municipal après avoir délibéré:

- **APPROUVE** la demande de transfert de la compétence « Participation au projet de modernisation et de développement de l'aérodrome d'Antichan » à la Communauté de Communes de l'Agglomération de St-Girons.

3. Autorisation de poursuites contre les débiteurs de la collectivité, donnée au comptable public

2014 – 05 – 002 – 7.10

Monsieur le Maire donne lecture d'une circulaire du Trésorier au Conseil Municipal sur les modalités d'émission des titres de recettes et du seuil d'engagement des poursuites contre les débiteurs de la collectivité.

Il propose à l'assemblée de se prononcer sur la suite à donner lors de poursuites contre les débiteurs de la collectivité.

Vote

Contre	0
Abstention	0
Pour	15

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- **FIXE** les seuils d'engagement de poursuites à 300,00 € pour les saisies. L'assemblée prend note du seuil minimum d'émission des titres conformément à l'Article D 1611-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et des seuils de recouvrement par voie d'opposition à tiers détenteur conformément à l'Article R 1617-22 du CGCT,
- **DONNE** l'autorisation au comptable public, chef de poste de la Trésorerie de St-Girons de procéder aux poursuites par toutes voies de droit.

4. Modification de la délibération n° 2014 - 03 – 004 du 28 mars 2014 relative à la délégation d'attributions du Conseil Municipal au Maire

2014 – 05 – 003 – 5.4

La présente délibération annule et remplace la délibération n° 2014 – 03 – 004

VU les articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que le Maire de la commune peut recevoir délégation du conseil municipal afin d'être chargé pour tout ou en partie, pour la durée de son mandat, de prendre un certain nombre de décisions du ressort du conseil municipal,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'assurer un fonctionnement rapide de l'administration sous le contrôle du Conseil Municipal dans certaines matières qui peuvent être déléguées.

Le Conseil Municipal,

- après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après avoir délibéré :

Vote

Contre	0
Abstention	0
Pour	15

- DECIDE de confier par délégation du Conseil Municipal et pour la durée de son mandat au maire et selon les dispositions définies ci-après, les compétences pour :

- 1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux,
- 2 fixer dans les limites de 500,00 €, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal,
- 3 procéder, dans les limites de 20 000,00 €, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, ainsi que pour prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a) de l'article L 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- 4 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- 5 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans,
- 6 passer les contrats d'assurance ainsi que pour accepter les indemnités de sinistre y afférentes,
- 7 créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux,
- 8 prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,
- 9 accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges,
- 10 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600,00 €,
- 11 fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts,
- 12 fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes,
- 13 décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement,
- 14 fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme,
- 15 exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même Code,
- 16 intenter au nom de la commune les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle,
- 17 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 30 000,00 €,
- 18 donner, en application de l'article L324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local,
- 19 signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L312-11-2 du même Code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux,
- 20 réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal, soit 30 000,00 €,
- 21 exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L214-1 du Code de l'Urbanisme,
- 22 exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L240-1 à L240-3 du Code de l'Urbanisme,
- 23 prendre les décisions mentionnées aux articles L523-4 et L523-5 du Code du Patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune,
- 24 autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

5. Adhésion à l'Association Départementale des communes forestières

2014 – 05 – 004 – 8.8

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la forêt communale représente une superficie importante de notre territoire.

Il précise, par ailleurs, que la Fédération Nationale des Communes Forestières et son réseau, peut nous accompagner en tant que collectivité locale dans la bonne gestion de notre patrimoine forestier.

Il fait état des actions et du rôle tenus par celle-ci tant au niveau départemental que national pour la bonne défense des intérêts de la propriété forestière communale et de la promotion du développement des territoires ruraux pour la forêt.

Il expose en outre l'intérêt pour notre commune d'adhérer au réseau des communes forestières pour toute question relevant de l'espace forestier et de la filière bois.

Vote

Contre	0
Abstention	1
Pour	14

Le Conseil Municipal après avoir délibéré:

- DECIDE d'adhérer à l'Association Départementale des Communes Forestières et à la Fédération Nationale et d'en respecter les statuts,
- DECIDE de payer une cotisation annuelle correspondant à cette adhésion,
- CHARGE Monsieur le Maire de signer les documents nécessaires à cette adhésion,
- MANDATE celui-ci pour représenter la commune auprès de l'Association Départementale et de la Fédération Nationale.

6. Point sur les divers travaux engagés en 2013 et réalisés en 2014 (RAR) et ceux prévus en 2014

Restes à réaliser de 2013:

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que les travaux engagés en 2013 et faisant l'objet des marchés:

- 1 - LOT n°1 - Aménagement de la Place de l'Anglade,
- 2 - LOT n°2 - Travaux de voirie sur diverses voies communales – programme 2013,
- 3 - Reconstruction du mur sur la VC du Cap de Tir et construction du mur de clôture du cimetière de Pouech,
- 4 - Réfection du clocher et remaniement de la toiture de l'église d'Aubert, la réfection de la toiture et des enduits de l'ancien lavoir adossé à l'église d'Aubert, ainsi que la réfection du plancher du rez-de-chaussée de l'ancienne école de Luzenac, sont terminés pour certains (points 3 et 4), et en passe de l'être pour la place de l'Anglade et la voirie (points 1 et 2).

Opérations	Montant marché + Avenant	Dépenses réglées sur le budget 2013	Dépenses budget 2014 (RAR)	Observations TVA 20% 2014
Lot n°1: Place Anglade Marché NAUDIN	195.896,97 €	46.183,54 €	14.382,00 € 135.331,43 €	Réglé au 1-05-14 Reste à régler
Lot n°2 : Travaux voirie 2013 Marché NAUDIN	107.060,53€ 17.408,86€ Avenant 124.469,39€	103.204,22 €	21.265,17 €	Reste à régler
Opération murs 2013 CUMINETTI	49.014,47€	19.410,39 €	29.644,45 €	Réglé au 1-05-14
Opération bâtiments 2013 PUJOL	30.869,27 € 4.275,92 € Avenant 35.145,19 €	23.889,37 €	10.888,98 €	Réglé au 1-05-14
Acquisition terrain école	39.889,80 €	-	39.889,80 €	Réglé au 1-05-14
Maitrise Oeuvre Place	4.485,00 €	-	4.485,00 €	Réglé au 1-05-14
Assainissement rue de la Hount CUMINETTI	4.951,20 €	-	4.951,20 €	Réglé au 1-05-14
TOTAL TTC		192.687,52	260.838,03 €	
				Reste à payer au 1-05-14 156.596,60 €

Le fonds de roulement au 21 mai 2014 est de 91.000,00 € et permet de régler le solde du Lot 2 « Voirie » pour 21.265,17 €. Une ligne de trésorerie de 130.000 € serait donc nécessaire pour faire face à ce besoin financier ponctuel (couvert en partie par le FCTVA en juin pour 29.900 € et les subventions attendus à hauteur de 29.090€ (ci-dessous). Les 71.000 € pourraient être remboursés d'ici le mois d'octobre prochain.

Au niveau des recettes (subventions sur ces travaux), les montants sont les suivants :

- Place de l'Anglade DETR 21.350,00 €

	REGION	5.740,00 €
- Voirie	ETAT	<u>2.000,00 €</u>
	TOTAL	29.090,00 €

+ FDAL 2014 estimé à 12.000 €.

Travaux prévus en 2014:

Travaux à engager à l'école maternelle – (consultation de 3 entreprises lancée, réponses pour le 30 mai prochain. Estimation 16.135,20 € TTC (subvention DETR 2014 acquise à 40% soit 5.378,00 €.

Travaux de voirie programme 2014: (subvention DETR 2014 acquise mais plafonnée à 30.500,00 €)

- Chemin de Moulis à Goué en Dessous par Liqué	110.010,00 €
- Enrochements VC de Montfaucon	58.688,40 €
- Drainage rue à Bader	7.734,00 €
- Chaussée rue de la Côte (partie haute)	5.148,00 €
- Impasse à Goué en Dessous	<u>1.716,00 €</u>
	TOTAL
	183.296,40 €

Les pompes funèbres BONZOM ont transmis le devis concernant à : l'enlèvement des restes du futur dépositaire de Moulis, l'excavation de la concession reprise sur Luzenac avec enlèvement de la souche du cyprès sur la concession voisine, l'inhumation des reliquaires dans l'ossuaire de Pouech, l'aménagement de l'ossuaire par la pose de bordures sur 3 côtés, la confection d'une chape mince en béton sur l'ossuaire, la mise en place de gravier blanc et la plaque « ossuaire » fixée sur le mur de l'ancien cimetière. Montant de ces travaux : 970,00 € TTC. Accord du conseil municipal pour engager ces travaux dès que possible.

7. Autorisation de contracter une ligne de trésorerie

2014 – 05 – 005 – 7.3

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée que le budget 2014 a été élaboré avec un important volume de « restes à réaliser » de l'année 2013, soit environ 239.000,00 €.

Une partie des travaux engagés en 2013 ont été réalisés en 2014 et vont générer une masse importante de dépenses que le budget 2014 ne permet pas de prendre en compte en début d'année.

Les recettes attendues, soldes des subventions attribuées, s'élèvent à 29.090,00€ et le FCTVA (en juin) pour 29.900,00 €.

Pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, la commune de Moulis a décidé de contracter auprès d'une banque, une ouverture de crédit ci-après dénommée « ligne de trésorerie interactive » d'un montant maximum de 130.000,00 € dans les conditions ci-après indiquées:

- la ligne de trésorerie interactive permet à l'emprunteur, dans les conditions indiquées au contrat, d'effectuer des demandes de versement de fonds (tirages) et remboursements exclusivement par le canal internet (ou par télécopie en cas de dysfonctionnement du réseau internet).

Le remboursement du capital ayant fait l'objet des tirages, effectué dans les conditions prévues au contrat, reconstitue le droit à tirage de l'emprunteur.

Les conditions de la ligne de trésorerie interactive que la commune de Moulis décide de contracter auprès de la banque CREDIT MUTUEL Midi Atlantique, 10, Rue de la Tuilerie BP 13258 31132 BALMA Cedex sont les suivantes:

Montant : 130.000,00 €

Durée : Un an maximum

Taux d'intérêt applicable : EURIBOR + marge de 1,5%

Le calcul des intérêts étant effectué en tenant compte du nombre exact de jours d'encours durant le mois, rapporté à une année de 360 jours.

Périodicité de facturation des intérêts : trimestrielle,

Commission d'engagement : 150 €, payables à la signature du contrat,

Commission de non utilisation : 0,25 % calculé sur le montant non utilisé constaté quotidiennement et payable en même temps que les intérêts.

Les remboursements et les paiements des intérêts et commissions dus seront réalisés par débit d'office dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable, à l'exclusion de tout autre mode de remboursement.

Vote

Contre	0
Abstention	0

Pour	15
------	----

Le Conseil Municipal après avoir délibéré:

- DECIDE de contracter une ligne de trésorerie interactive d'un montant de 130.000,00 €, pour une durée de douze mois,
- AUTORISE Monsieur le Maire, à signer le contrat de ligne de trésorerie interactive avec la banque Régionale du CREDIT MUTUEL Midi Atlantique, 10, Rue de la Tuilerie 31132 BALMA Cedex,
- AUTORISE le Maire à effectuer sans autre délibération les tirages et remboursements relatifs à la ligne de trésorerie interactive, dans les conditions prévues par ledit contrat.

8 . Choix des prestataires de service pour le suivi du site Natura 2000 pour 2014

2014 – 05 – 006 – 1.1

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que l'animation du site Natura 2000, doit faire l'objet d'une mise en concurrence auprès de prestataires de service.

Il rappelle que l'estimation de suivi des actions 27-28-30-31 du DOCOB, à réaliser en 2014 a été évaluée à : 18.878,00 € HT et validée lors du conseil municipal du 6 décembre 2013.

Une consultation de prestataires a été engagée auprès de l'Office National des Forêts, de l'Association des Naturalistes de l'Ariège et de la Chambre d'Agriculture de l'Ariège, le 10 avril 2014 avec remise des offres pour le 23 avril 2014 à 12 heures.

Les offres correspondantes ont été enregistrées comme suit :

- Office National des Forêts - 25.260,00 € TTC,
- Association des Naturalistes de l'Ariège – 6.890,00 € (sans taxes),
- Chambre d'Agriculture de l'Ariège - 13.779,12 € TTC.

Les prestations envisagées par chacun d'eux sont les suivantes:

- ONF : suivi des contrats MAET, promotion et appuis à la signature d'actions hors contrats, suivi des actions 27 – 28 – 30 – 31 et 23 signalisation des sites,
- ANA : Suivi des actions 27 – 28 – 30 et 31,
- Chambre d'Agriculture : suivi des contrats MAET, promotion et appuis à la signature d'actions hors contrats, enregistrement du DOCOB sur SUDOCO, suivi des actions 27 – 28 – 30 – 31 et 23 signalisation des sites.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de retenir les offres de la Chambre d'Agriculture de l'Ariège pour un montant de 13.779,12 € TTC et de l'Association des Naturalistes de l'Ariège pour un montant de 6.890,00 € net de taxes.

Vote

Contre	0
Abstention	0
Pour	15

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- DECIDE de retenir les offres des prestataires, Chambre d'Agriculture de l'Ariège pour 13.779,12 € TTC et l'Association des Naturalistes de l'Ariège pour 6.890,00 € net de taxes,
- PRECISE que ces dépenses seront imputées sur le budget 2014 article 6188,
- DONNE mandat à Monsieur le Maire pour engager et mandater cette opération et signer tous les documents s'y rapportant.

9. Frais scolaires 2013 pour les enfants non domiciliés sur la commune

2014 – 05 – 007 – 8.1

Monsieur le Maire, rappelle à l'Assemblée que les frais de scolarisation des enfants non domiciliés sur la commune doivent être normalement supportés par les communes correspondantes.

Cette décision avait été prise lors du conseil municipal du 11 mai 2009.

Monsieur le Maire précise qu'en 2013, le nombre d'élèves à l'école de Moulis est de 62 dont 9 élèves domiciliés hors de notre commune.

Le montant des frais scolaires engagés pour l'année 2013 s'élève à 61.905,61 € TTC.

Le coût ramené à l'élève est de : $61.905,61 / 62 = 998,48$ €.

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée de ne pas augmenter le prix arrêté en 2013 (délibération n° 2013-04-009 du 29 mai 2013) à 950,00 € et d'informer les maires des communes concernées.

Vote

Contre	0
Abstention	0
Pour	15

Le Conseil Municipal après avoir délibéré:

- DECIDE de répercuter les frais scolaires aux communes de domicile des enfants scolarisés à Moulis pour l'année scolaire 2012- 2013, à savoir AUDRESSEIN (1), BALAGUERES(4), BONAC-IRAZEIN(1) et CESCAU(3) à hauteur de 950 € par élève scolarisé,
- CHARGE Monsieur le Maire, d'en informer les maires des communes visées ci-dessus, pour que la somme correspondante puisse être prévue sur leur budget,
- DONNE MANDAT à M. le Maire pour signer les conventions avec les maires concernés.

10. Suppression de poste d'Adjoint Administratif de 2ème Classe

2014 – 05 – 008 – 4.1

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le poste d'Adjoint Administratif de 2ème Classe était tenu par la secrétaire de mairie qui après avoir passé le concours correspondant, a été promue Adjoint Administratif de 1ère Classe à compter du 1er janvier 2014.

Monsieur le Maire propose en conséquence la suppression du poste d'Adjoint Administratif de 2ème Classe.

Vote

Contre	0
Abstention	0
Pour	15

Le Conseil Municipal après avoir délibéré:

- DECIDE la suppression du poste d'Adjoint Administratif de 2ème Classe à compter du 1er janvier 2014.
- DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder aux formalités administratives correspondantes auprès du Centre de Gestion de l'Ariège.

11. Avis du Conseil Municipal sur le projet de réouverture de la carrière de marbre d'Aubert

2014 – 05 – 009 – 8.8

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le projet de réouverture de la carrière de marbre d'Aubert a été constitué par la Société ESCAVAMAR SRL de MASSA 54100 ITALIE, représentée par Monsieur Georgio RIVIERI. Le dossier correspondant a été déposé à la Préfecture de l'Ariège, et a fait l'objet d'un avis favorable des services de l'Etat.

Dans le cadre des installations classées pour la protection de l'environnement, ce dossier est soumis à l'enquête publique qui se déroule actuellement en mairie de Moulis du 19 mai au 18 juin 2014.

Parallèlement, un dossier a été transmis aux mairies de Saint-Girons, Montégut en Couserans, Montgauch et Saint-Lizier, dont une partie de leur territoire se situe dans un rayon de 3 kilomètres du site.

Les conseils municipaux des communes susvisées doivent donner leur avis sur ce projet.

Après plusieurs discussions en conseil municipal, nous avons toujours estimé que la réouverture de la carrière de marbre d'Aubert, qui a permis par le passé de fournir le matériau de construction de monuments célèbres, présentait un atout majeur pour notre commune.

Par ailleurs, l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération du conseil municipal du 6 décembre 2013, tient compte de l'exploitation possible de cette richesse naturelle que représente le « Grand Antique » d'Aubert.

Vote:

Contre	0
Abstention	0
Pour	15

Le Conseil Municipal après avoir délibéré:

- DONNE un avis favorable sur le projet de réouverture de la carrière de marbre d'Aubert présenté par la Société ESCAVAMAR SRL de MASSA 54100 ITALIE, tel qu'il est soumis à l'enquête publique au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.
- MANDATE Monsieur le Maire pour transmettre la présente délibération à Madame le Préfet de l'Ariège.

12. Demande d'attribution d'une concession au nouveau cimetière de Pouech

2014 – 05 – 010 – 3.5

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que par courrier en date du 10 mai 2014, Monsieur Jean-Pierre VIVES, demeurant : 8, Carré deth Bési Pouech 09200 MOULIS, sollicite l'attribution d'une concession dans le nouveau cimetière de Pouech.

Monsieur le Maire, rapporte qu'un courrier a été transmis à ce dernier pour lui demander la taille de la concession et en lui précisant le prix, sachant que le choix de l'emplacement appartient à la collectivité. L'emplacement sera déterminé en fonction du plan d'ensemble arrêté en conseil municipal en commençant côté ancien cimetière.

Il rappelle que le montant de la concession sera fixé sur l'arrêté du maire au prix de 60,00 € le mètre carré, fixé par délibération du conseil municipal en date du 4 avril 2014.

Vote

Contre	0
Abstention	0
Pour	15

Le Conseil Municipal après avoir délibéré :

- ACCEPTE de vendre à Monsieur Jean-Pierre VIVES, demeurant : 8, Carré Deth Bési Pouech 09200 MOULIS, une concession de terrain au nouveau cimetière de Pouech, portant le n° 438, au prix fixé de 60,00 € le mètre carré,
- MANDATE Monsieur le Maire pour engager toutes les démarches nécessaires à l'attribution de cette concession.

13. Demande d'embauche en contrat CAE-CUI

Ce point de l'ordre du jour sera examiné lors du prochain conseil municipal.

QUESTIONS DIVERSES

1) Projets importants à lancer en 2015 - 2016

a – Appartements communaux à restaurer

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que 2 appartements, l'un, situé au 1er étage de l'ancienne école de Luzenac, l'autre, situé au 1er étage de l'école de Moulis, sont inutilisés depuis de longues années. Leur nécessaire restauration va sans nul doute demander des financements importants.

Il serait intéressant de pouvoir obtenir une estimation assez précise pour que l'on puisse se déterminer ensuite. Celui de l'école de Moulis de type 4, s'il était rénové permettrait par rotation du locataire, la remise en état de celui qui est aujourd'hui occupé et qui présente un certain nombre de problèmes.

b – Groupe scolaire et services publics associés

En 2013, la commune s'est rendue propriétaire des parcelles à l'arrière du groupe scolaire. Il conviendrait de réfléchir à l'utilisation de cet espace pour un projet structurant pour notre commune (regroupement scolaire

réduisant ainsi les risques d'accident sur la route lors des nombreux transferts d'enfants, regroupement d'autres services municipaux, mairie et agence postale par exemple,

Une esquisse de programme serait utile pour pouvoir engager cette opération.

La commission « finances, gestion du patrimoine », pourrait travailler prochainement sur ce sujet avant d'engager la démarche.

2) Fermeture des terrains derrière le groupe scolaire – salle polyvalente

Actuellement la commune est propriétaire des parcelles situées derrière le groupe scolaire – salle polyvalente. Chaque année, début août, un certain nombre de caravanes des gens du voyage viennent s'y installer sans autorisation.

Afin d'éviter les problèmes déjà rencontrés les années précédentes, à savoir location de la salle polyvalente pour des manifestations de famille (anniversaires, mariages, ...), il conviendrait de réfléchir à la fermeture de cet espace.

Une proposition de fermeture par portique et barrière, afin de ne pas pénaliser le stationnement sur le parking public, a été envisagée et un devis a été établi par le Serrurier MARTINEZ à St-Girons.

Le montant du devis s'élève à 1.782,00 € TTC.

Le conseil municipal à l'unanimité accepte cette proposition en demandant que les travaux soient engagés rapidement avant l'été.

3) Sécurité sur les voies communales et routes départementales en agglomération

Plusieurs personnes ont fait part des problèmes de sécurité liés à une vitesse excessive des usagers sur les voies de la commune.

Je pense fortement que la solution qui consisterait à prendre des arrêtés limitant la vitesse sur les diverses voies communales de la commune, ne serait pas la plus efficace, puisque nous n'avons aucun moyen de contrôle.

En serait-il de même sur les routes départementales en agglomération où la sécurité est également assurée par le maire.

Je vous propose de réfléchir à ce problème et d'en débattre lors du prochain conseil municipal avant l'été.

4) Diagnostic électrique dans la Salle Polyvalente avant visite de sécurité le 3 juin 2014

La visite de sécurité dans cet établissement recevant du public, classé en 3ème catégorie, est programmée par Monsieur le Sous-Préfet de St-Girons le 3 juin 2014.

Depuis la dernière visite en 2009, un certain nombre d'adaptations ou modifications demandées ont été réalisées et n'ont pas fait l'objet de vérifications depuis.

Consulté, le bureau de contrôle VERITAS nous a fait une proposition, concernant la partie électrique, l'alimentation gaz de la cuisine et la vérification de l'appareil de cuisson. Le montant de la proposition annuelle s'élève à 340,00 € HT soit 408,00 € TTC, avec comme la réglementation le précise, un contrat sur 3 ans.

5) Retour du dossier « référent » pour le Plan Communal de Sauvegarde

Le 2 mai dernier, Monsieur Max DUPONT, demeurant Impasse du Lauzech à Moulis, nous a retourné le dossier que nous avons constitué en 2012 pour les référents par quartier, dans le cadre de la prévention des risques.

Je ne ferai aucun commentaire et vous propose de prévoir son remplacement lors de la prochaine mise à jour du document.

6) Information sur les divers recours au tribunal administratif soit sur le zonage d'assainissement soit le PLU

a – Zonage d'assainissement

Suite à la dernière entrevue avec Madame BOURDEAU Monique à la mairie, en présence des adjoints et conseiller municipal (qu'elle avait choisi), cette dernière a retiré son recours auprès du tribunal administratif.

b – Confirmation du recours au TA de la SAS « Le Moulis » à Luzenac

L'avocat de la SAS « Le Moulis » et de Marie-Josée COUDRAY, vient de nous informer que le recours gracieux sollicité auprès du conseil municipal de Moulis pour annuler la délibération du 6 décembre 2013 approuvant le PLU de la commune, s'est transformé en recours au tribunal administratif.

Le dossier correspondant va être transmis sans délai à notre avocat et à l'assurance de la commune, ainsi qu'à la DDT et au service juridique de la préfecture.

7) Coupes de bois affouagères et vente de coupes de bois

Suite aux informations données par Monsieur MOLINIER Jean-Paul de l'ONF, Monsieur SOULA entrepreneur forestier, doit entreprendre rapidement les coupes de bois affouagères sur les 3 secteurs prévus sur la commune. Le prix du lot de bois de 3 mètres cubes environ, sorti bord de route, est de 75,00 €.

Par ailleurs, les coupes de hêtre sur les lots 24 – 25 – 26 et 27 de la forêt communale de Goutenère avaient été attribuées à la SEBSO de St-Gaudens.

Ces coupes sont en cours.

D'autre part, l'éclaircissage de la forêt d'épicéa de Goutenère a été interrompu par l'hiver 2012-2013 et n'a pas été repris (50% environ du travail a été effectué).

8) Desserte du massif forestier de Sourroque

Ce projet d'amélioration des accès au massif forestier de Sourroque, porté par les communes de EYCHEIL, LACOURT, MOULIS et SAINT-GIRONS, financé dans des conditions très intéressantes par les divers financeurs, a été engagé en 2013 par la réalisation de la 1ère tranche de travaux portant sur le renforcement du pont de Carbalasse à EYCHEIL.

Le dossier d'Appel d'Offres pour les tranches 2 et 3 est en cours de montage par les services de l'ONF en concertation avec le PNR. Les travaux correspondants devraient être réalisés cette année 2014.

La remise en état de cette desserte devrait nous permettre de vendre à court terme environ 20 000m³ de bois.

9) Tournée des communes par les candidats pour le siège de sénateur de l'Ariège

Prochainement, les candidats pour le siège de sénateur titulaire et sénateur suppléant, vont entreprendre la visite des communes du département. Vous serez informés vraisemblablement assez tôt.

10) Inauguration de la Place de l'Anglade

Les travaux sur la place de l'Anglade, devraient être prochainement terminés, (plantations, garde-corps métallique sur trottoir, aménagement intérieur du local kiosque).

Il conviendrait d'arrêter si possible une date pour l'inauguration avec participation des divers financeurs et bien sûr les Moulisiens. Le Conseil Municipal arrête la date du **samedi 13 septembre prochain à 17 heures**.

11) Information sur les diverses délégations des élus auprès de la communauté de communes et au syndicat des eaux

Je rappelle les diverses implications des délégués de la commune auprès de la communauté de communes, d'une part, et du syndicat des eaux du Couserans, d'autre part.

A la communauté de communes, le maire Aimé GALEY (vice-président) est membre de la commission finances, préside la commission travaux, est membre délégué au syndicat mixte de pays, membre titulaire de la commission d'appel d'offres et membre du conseil d'administration de l'office du tourisme intercommunal.

- Elisabeth TOTARO, 1ère adjointe, est membre de la commission « entretien et développement des zones industrielles et de loisirs », membre suppléant au syndicat mixte de pays et à la commission d'appel d'offres et membre du conseil d'administration de l'office du tourisme intercommunal.

- Roger VIEL, 2ème adjoint, est membre de la commission « travaux », de la commission « entretien et développement des zones industrielles et de loisirs ».

Au syndicat des eaux du Couserans, le maire Aimé GALEY est vice-président délégué aux travaux et est aussi membre titulaire de la commission d'appel d'offres.

12) Réunion des commissions communales

La commission « Projets d'intérêt général » se réunira le lundi 2 juin 2014 à 18h30 à la mairie. Est invitée, Madame la Présidente de l'Association « Moulis, Nature, Santé ».

L'objet de la réunion sera d'abord une prise de contact et une approche éventuelle de futurs projets d'installation de relais concernant la téléphonie mobile.

La commission « patrimoine », élargie à la population d'Aubert sera réunie courant juillet pour examiner le projet de restauration de la croix d'Aubert, et par la suite la répartition des biens vacants dès lors que le service des hypothèques aura validé la prise de possession par la commune.

Cette commission sera amenée à examiner également le projet de règlement des cimetières.

13) Passage de transhumance en Bethmale le samedi 7 juin 2014

Dans le cadre de transhumance en Bethmale, le passage des chevaux est prévu comme d'habitude vers 9 heures, à la salle polyvalente. Le « casse-croûte » sera organisé par la mairie.

Vers midi sera le tour du troupeau de moutons qui fera une halte sur les terrains attenants à la salle. La mairie organisera l'accueil des participants. Le repas qui suivra sera préparé par le comité des fêtes de Moulis. Les réservations au repas de midi peuvent être faites au secrétariat de la mairie.

14) Elections européennes du dimanche 25 mai 2014

Les élections européennes auront lieu le dimanche 25 mai à la salle polyvalente.

Le bureau de vote sera ouvert à 8 heures et fermera le soir à 19 heures.

Les équipes (président du bureau de vote, secrétaire et assesseurs) se remplaceront toutes les 2 heures comme pour les municipales conformément au tableau à compléter.

15) Journée MPI au CNRS du 21 mai 2014

Journée d'information très technique. Liaison souhaitée Public-Privé pour tous les projets en lien avec la biodiversité. Plusieurs intervenants se sont succédés, notamment des bureaux d'études se spécialisant dans ce domaine.

Après-midi visite des installations.

16) Syndicat Mixte de Pays

Hier 22 mai à 18heures 30, a eu lieu la première réunion du SMP au CHAC.

Election du Président et des vice-présidents.

Président élu : Jean-Noël VIGNEAU

Vice-Présidents : Christine TEQUI (Seix)

Raymond COUMES (Mercenac)

André ROUCH (Alzen)

17) Appel d'offres du centre aquatique couvert

Ce matin, a eu lieu l'examen des candidatures et des offres pour le centre aquatique couvert. (Appel d'Offres Européen).

21 lots, 79 candidats, 102 offres.

Examen des offres par l'équipe Maître d'oeuvre et la COGEMIP a faire rapidement pour une prochaine réunion le vendredi 20 juin au siège de la Communauté.

Au vu des résultats (à confirmer), on devrait passer dans le financement prévu.

Début prévisible des travaux en septembre prochain pour une durée de 14 mois.

Autres questions parmi les conseillers municipaux

Michel DEJEAN, informe que mercredi 28 mai à 17h30, assistera à l'assemblée générale du PNR à la ferme d'Icart à LABASTIDE DE SEROU.

Elisabeth TOTARO, fait le point sur une demande d'inscription de la commune à l'opération « villages fleuris » organisée chaque année par le conseil général, puisque nous faisons un effort pour embellir le quartier de la mairie ainsi que le pont sur le Lez et ses abords. Une subvention de 300,00 € peut être obtenu auprès du Conseil Général.

Elle fait part aussi avoir assisté en compagnie de Brigitte BAREILLE à la réunion d'information sur les rythmes scolaires à St-Girons animée par une intervenante extérieure très compétente.

Toujours pour l'école, à la rentrée de septembre et dans le cadre du périscolaire, M. RODRIGUEZ José, Président de l'association « La Boule Moulisienne », assurera une initiation pétanque.

Questions dans le public

Le Maire demande au public venu nombreux de poser d'éventuelles questions.
Personne n'ayant de question à poser.

La séance est levée à 0 h 15